



La grève du 9 mai a réuni 8000 salariés en manifestation à Toulouse.
Comme le 19 mars et le 4 avril, la grève a été à nouveau importante dans l'enseignement.
Une assemblée générale a réuni plus de 200 collègues à Toulouse.

Compte tenu des attaques portées par le gouvernement en particulier à travers la loi de transformation de la fonction publique et la loi Blanquer dite de l'école de la « confiance », les personnels réunis en AG ont considéré que c'est bien la grève reconductible qui est à même de stopper ces attaques.

C'est pourquoi, l'assemblée générale, soutenue par les fédérations FO, FSU, CGT, SUD, a décidé d'appeler à la reconduction de la grève à partir de mardi 14 mai. Une nouvelle assemblée générale s'est tenue ce mardi 14 mai devant le rectorat à 10 h avec des tournées d'écoles et d'établissements. Le blocage du rectorat a été organisé ce matin dès 7 h.

Rien n'est acceptable dans le projet de loi Blanquer de « l'école de la confiance » qui :

⇒ Instaure les EPSF [établissements publics des savoirs fondamentaux], qui regroupent des écoles et un collège et les placent ainsi que leurs enseignants sous l'autorité du principal de collège ;

⇒ Attaque l'école maternelle publique : obligation faite aux communes de financer les écoles maternelles privées et droit aux « jardins d'enfants » de délivrer l'instruction obligatoire ;

⇒ Permet de substituer aux enseignant·es titulaires des assistant·es d'éducation, précaires et sous-payés ;

⇒ Permet au ministre de l'Education Nationale de mettre en œuvre, par ordonnances, la réforme territoriale avec ses mutualisations de service, ses suppressions de centaines de postes ;

⇒ Soumet, dans son article 1er, les personnels à une obligation d'« engagement » et d'« exemplarité » qui porte atteinte aux libertés individuelles fondamentales, la liberté d'opinion et d'expression.

Rien n'est acceptable dans parcours sup, la réforme du lycée et du bac, et la réforme de la voix professionnelle qui :

⇒ Renforcent les inégalités à l'école, la logique de tri social des élèves ;

⇒ Abandonnent l'idée d'une éducation émancipatrice.

Concernant la fonction publique, nos organisations constatent que le pouvoir exécutif maintient son objectif de loi dite de « transformation de la fonction publique ». Ce projet constitue une offensive sans précédent contre le statut général des fonctionnaires, prépare de nouvelles et massives suppressions d'emplois et favorise l'abandon ou la privatisation de missions publiques contre le service public, contre l'école publique.

Enfin, le gouvernement entend poursuivre la liquidation du code des pensions des fonctionnaires.

En parallèle, il met en œuvre sa loi liberticide et antisyndicale dite « anticasseurs ».

Nous réaffirmons notre détermination à manifester contre l'injustice sociale et pour les revendications. Nous disons stop ! Nous devons arrêter ce gouvernement !

Nous revendiquons :

- Retrait du projet de loi Blanquer de « l'école de la confiance » ;
- Retrait du projet de loi de « transformation de la fonction publique » ;
- Retrait de Parcoursup et le libre accès à l'université ;
- Augmentation générale du point d'indice, mesures de rattrapage des pertes subies, abrogation du jour de carence ;
- Maintien et amélioration du statut général et des statuts particuliers de la Fonction publique ;
- Maintien et amélioration du code des pensions pour tous les fonctionnaires ; amélioration du système par répartition avec notamment retour à la retraite à taux plein à 60 ans ;
- Abandon des contre-réformes de casse du lycée général, technologique et professionnel ;
- Titularisation de tous les personnels sous contrat précaire ;
- Maintien et augmentation des postes pour répondre aux besoins.

Pour gagner sur ces revendications, nous reste-t-il une autre solution que la préparation et la réalisation de la grève pour bloquer le pays et faire plier ce gouvernement ?

C'est maintenant que ça se joue ! C'est maintenant qu'il faut bloquer et obtenir satisfaction ! C'est maintenant qu'on peut arracher le retrait de la loi Blanquer et de ses « réformes » !

Pour nos organisations syndicales, l'heure est à la grève et à l'action générale en continu pour gagner le retrait des projets de loi.

Dans cette perspective, l'intersyndicale soutient toutes les initiatives en cours, appelle les collègues à se réunir et à discuter dans les écoles, les établissements, les services pour construire un mouvement de grève massif.

Toulouse le 13 05 2019

Initiatives de la semaine :

Mardi 14 : 6h45 blocage du rectorat ; 10 h AG ; 12 h tournée des établissements.

Mercredi 15 : journée pour un vrai statut AESH →13h30 AG Bourse du travail ; 15 h manifestation ; 16 h audience rectorat

Jeudi 16 : appel à blocage des établissements (parents- profs)

Vendredi 17 : soirée festive

Samedi 18 : 14h cortège éducation à la manifestation des « Gilets jaunes »

